



## Alliance Nationale Contre la Faim au Honduras

### 1) Qu'est-ce qui –dans votre pays- a entravé les chances des populations les plus pauvres et vulnérables d'accéder à une alimentation saine et sûre?

Les politiques et stratégies élaborées et mises en œuvre par le gouvernement du Honduras sont les suivantes et comprennent certaines défaillances:



- Approbation tardive du budget 2008, les recettes et les dépenses.
- Faible capacité des municipalités à utiliser et mettre en œuvre les fonds alloués à la Stratégie de réduction de pauvreté (SRP) accentuée par la modification des mécanismes d'approbation des décaissements du gouvernement.
- L'absence d'un système global de renforcement des capacités et d'assistance technique offert par des prestataires de service sous contrats aux producteurs.
- Le gouvernement a renforcé la Société nationale des fournisseurs de produits afin de faire baisser les coûts de certains produits faisant partie de la consommation de base des ménages; néanmoins, cette disposition couvre partiellement les besoins (principalement la population urbaine) et elle est hors d'atteinte des ruraux plus vulnérables.
- Le Gouvernement a favorisé l'accroissement de la réserve stratégique alimentaire par l'Instituto Hondureño de Mercadeo Agrícola (IHMA) (l'Institut hondurien de commercialisation agricole); néanmoins, cette disposition davantage favorisé les zones urbaines alors que la majorité des habitants du Honduras vivent dans des zones rurales où la pauvreté est la plupart du temps concentrée.
- Les prix sur les principaux marchés urbains ont été mis sous surveillance dans le but de stopper la spéculation.
- À la fin de 2008, le coût du panier de base était 6 121,5 lempiras, alors que le salaire mensuel minimum était 3428,4 (la moitié de la valeur d'un panier de base). On estime à environ 600 000 le nombre de ménages pauvres dont les revenus ne couvraient pas le coût d'un panier alimentaire de base (INE, 2008). Cette situation prouve qu'en dépit d'une hausse du salaire minimum, il reste encore nettement en dessous du coût du panier (6 121,5 lempiras).
- En outre, l'application générale de la hausse du salaire minimum a affecté les micro et petites entreprises dans la mesure où l'élévation des salaires a dépassé leurs points d'équilibre. Cette situation a entraîné, avec la crise financière, la perte d'emplois et de fait, la désaffiliation d'environ 130 000 personnes à l'Instituto Hondureño de Seguridad Social (IHSS) (institut hondurien de sécurité sociale).
- Bien que la valeur de certaines denrées alimentaires (blé et riz) et d'intrants agricoles ait chuté sur le marché mondial ceci n'a pas eu d'effets immédiats dans le pays (en raison de la réduction des coûts générée par la modification structurelle des prix).

Au Honduras, la malnutrition a été réduite de 8,8 points. Le pourcentage a diminué de 21,4 % en 1991 à 12,6 % en 2005-2006. Dans les zones rurales, les taux de malnutrition des enfants et la malnutrition chronique représentent deux fois ceux enregistrés dans les zones urbaines.

Certains progrès ont été réalisés comme en témoigne ces dernières statistiques. Mais il reste beaucoup à faire pour surmonter les problèmes structurels liés à la malnutrition des enfants. En effet, aucune action n'a été prise pour remédier au faible accès à l'éducation et aux ressources productives (terre et capital) et au manque d'assistance technique destinée aux déshérités population touchée. Ainsi le Honduras doit-il faire face à ses problèmes structurels de pauvreté entravant l'amélioration du niveau de vie des groupes vulnérables.

**2) Avez-vous vu des améliorations dans la lutte contre la faim et la malnutrition depuis la «Conférence de haut niveau sur la Sécurité alimentaire mondiale: Le défi du changement climatique et la bioénergie», qui s'est tenue en juin dernier au Siège de la FAO, à Rome?**

Depuis la dernière conférence de haut niveau, il n'y a eu aucune amélioration liée à la malnutrition dans le pays et ceux en raison de la situation économique mondiale, la hausse des prix des denrées alimentaires, l'augmentation du prix du carburant et la crise financière internationale. Tout cela a eu un impact négatif sur la majorité de la population dont la capacité à acheter de la nourriture a été réduite. En outre, des catastrophes naturelles ont frappé le pays, sa production agricole et la vente des biens dérivés.

Cependant, le gouvernement a fourni un paquet technologique à l'ensemble des producteurs pour soutenir la production intensive de céréales de base. En outre, la FAO a soutenu la production alimentaire à travers l'Initiative sur l'envolée des prix des denrées alimentaires. Sous le même accord institutionnel, environ 5000 agriculteurs touchés par les inondations ont pu recevoir des intrants agricoles et une assistance technique et récupérer leurs moyens d'existence.

Contact: Mme.Vanessa Baldassarre, courrier électronique: [Vanessa.Baldassarre@fao.org](mailto:Vanessa.Baldassarre@fao.org)